

Mortagne-au-Perche et son pays

UNE AVANCÉE POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

HABITAT III

A l'occasion de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (HABITAT III) qui s'est déroulée à Quito, en Equateur, du 17 au 20 octobre, le Groupe pilote international de l'Économie Sociale et Solidaire (GPIESS) a réuni représentants institutionnels, maires et organisations de la société civile lors d'un Side-Event dédié au rôle central de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans la mise en œuvre stratégique du Nouvel Agenda Urbain.

Lancé en septembre 2014, le GPIESS est présidé par la France et coordonné par l'association Les Rencontres du Mont-Blanc en tant que co-secrétaire permanent. Il se donne pour mandat de renforcer la connaissance de l'économie sociale et solidaire et de la faire participer à un nouveau modèle de développement, notamment en vue de contribuer à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD). Le groupe pilote rassemble aujourd'hui six États membres, deux États observateurs, des institutions internationales et des organisations de la société civile.

Depuis lundi 17 octobre à Quito en Equateur, l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est reconnue dans le Nouvel Agenda Urbain. Le Groupe pilote international de l'ESS met ainsi en lumière le rôle clef de ce modèle pour un développement urbain durable. Une reconnaissance historique.

Qu'est-ce que l'Économie Sociale Solidaire ?

« L'Économie Sociale et Solidaire est définie par ses principes : Gestion démocratique (une personne, une voix), répartition équitable des excédents, propriété indivisible (fonds propres impartageables des mutuelles, associations et réserves impartageables pour les coopératives, des entreprises sociales telles que définies dans la loi ESS), solidarité, respect des personnes et de l'environnement. Ce sont donc les coopératives, mutuelles, associations, entreprises sociales, fondations. Pensez autour de nous aux SCOP SNA ou de l'Etoile, à Crescendo, Eco-Pertica, et bien-sûr aux coopératives agricoles, Cuma, caves coopératives, mutuelles, banques coopératives, coopératives de commerçants... »

- Quels chiffres cela représente-t-il en Normandie et dans l'Orne ?

« En Normandie 117 000 salariés ce qui représente 14% de l'emploi privé, 11 000 établissements ; dans l'Orne: 14 000 salariés soit 15,5% des salariés du département pour 1254 entreprises et organisations. En ajoutant que l'Ess est créatrice nette d'emplois depuis



Thierry Jeantet est président du Forum International des Dirigeants de l'Économie Sociale et Solidaire.

plusieurs années ».

- Quelles seront les conséquences de cette reconnaissance : qu'en attendez-vous ?

« Communes et associations, par exemple, ont en Europe une longue habitude de partenariats dans des domaines comme ceux de l'action sociale, du sport, de la culture... De plus en plus dans le monde les élus cherchent des solutions avec des organisations ayant le sens et la pratique de l'intérêt général, social, notamment dans le domaine de la santé avec les mutuelles. Ces mêmes élus cherchent à attirer des entreprises accrochées aux territoires comme les SCOP, les SCIC, les Coop agricoles

... La reconnaissance historique de l'ESS par le Forum Mondial des Villes, que nous venons d'obtenir à Quito, fait de celle-ci un acteur incontournable ; les partenariats Villes et Territoires/ ESS en seront facilités en zones rurales comme urbaines. Ceci s'ajoute à la création depuis 2014 du Groupe Pilote International de l'ESS qui s'est réuni récemment à New-York durant l'Assemblée de l'ONU. Ceci contribue à changer la mondialisation en donnant une place à une économie plus humaine ».

- Pensez-vous que la société d'aujourd'hui est plus que jamais propice au développement de cette ESS ?

« C'est une réalité, en effet ! Comme je le souligne dans mon livre (*L'économie sociale, La solidarité au défi de l'efficacité*, Documentation Française, 2016), la très longue crise économique, climatique, sociale que vit l'Europe, mais plus encore d'autres pays du monde, incite la Société Civile à s'organiser, à prendre des initiatives à dimensions solidaires, durables avec l'ESS. Les pouvoirs locaux, régionaux et de plus en plus nationaux et internationaux se tournent vers l'ESS tout simplement parce qu'elle leur paraît efficace, adaptée aux défis de maintenant. Les difficultés et défauts conduisent à une prise de conscience qu'il existe un autre modèle développement efficace non pas seulement sur le plan économique mais aussi socialement, écologiquement. Pendant certains cherchent à réveiller ou corriger vieux modèles économiques, l'ESS progresse parce qu'elle répond de façon moderne préoccupations très concrètes ».